

Projet personnel
Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées :
« Ingénierie des Hydrosystèmes Continentaux Européens »
Formation Continue

LA GESTION D'UN COURS D'EAU - EXEMPLE DU S.M.A.E.M.

JANOSZCZYK Eric
Promotion 2005

Université des Sciences et Techniques
François RABELAIS
Tours

Syndicat Mixte
pour l'Aménagement et l'Entretien
de la Marne

Projet personnel
Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées :
« Ingénierie des Hydrosystèmes Continentaux Européens »
Formation Continue

LA GESTION D'UN COURS D'EAU - EXEMPLE DU S.M.A.E.M.

JANOSZCZYK Eric
Promotion 2005

Université des Sciences et Techniques
François RABELAIS
Tours

Syndicat Mixte
pour l'Aménagement et l'Entretien
de la Marne

Remerciements

Je remercie toutes les personnes, qui par leurs aides, m'ont permis de réaliser ce rapport.

Je tiens à remercier particulièrement :

- M. J.M. TEISSIER, Président du Syndicat qui m'emploie et qui m'a offert la possibilité de compléter mon cursus par cette formation continue ;
- M. J.P. BERTON et Mme C. LARRUE, dirigeants de la formation IHCE, qui m'ont permis, après avoir suivi la MST IMACOF, de poursuivre ma formation au sein du DESS IHCE.

Sommaire

	Page
Résumé	2
Listes des figures	3
Introduction	4
I. Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Entretien de la Marne :	5
I.1. Présentation générale :	5
I.1.a. Composition du Syndicat	5
I.1.b. Localisation du Syndicat	5
I.1.c. Géologie de la région	7
I.1.d. Présentation de la Marne	8
I.2. Présentation du contexte local :	9
I.2.a. Le tronçon amont	9
I.2.b. Le tronçon aval	13
II. La gestion de la Marne :	15
II.1. Rappel des travaux :	15
II.1.a. L'aménagement du barrage-réservoir	15
II.1.b. Les aménagements hydrauliques	16
II.1.c. Les travaux d'entretien	16
II.2. Constat	17
II.3. Nouvelles orientations de gestion :	17
II.3.a. Le contexte réglementaire	17
II.3.b. Les études	18
II.3.c. La volonté des acteurs locaux	18
III. Le fuseau de mobilité et le plan de gestion :	19
III.1. Le fuseau de mobilité :	19
III.1.a. Rappels	19
III.1.b. Résultats de l'étude	20
III.2. Le plan de gestion :	22
III.2.a. Objectifs	22
III.2.b. Avancement	23
Conclusion.	24
Bibliographie.....	25
Annexes.....	26

Résumé

Le secteur de la Marne compris entre St-Dizier et Vitry-le-François a été l'objet de nombreux aménagements, en particulier la mise en service du barrage-réservoir du Der-Chantecoq. Ces aménagements ont occasionné de nombreuses perturbations de la dynamique naturelle du cours d'eau et ont provoqué des dysfonctionnements majeurs (incision du lit, ...).

Les nouvelles réglementations, Directive Cadre Européenne, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, ont apporté de nouvelles orientations de gestion des cours d'eau. Et, la reconsidération des cours d'eau au sein d'un hydrosystème en équilibre dynamique nécessitait l'emploi de nouveaux outils de gestion.

Les Partenaires de la gestion de la Marne se sont remis en question et ont cherché de nouvelles méthodes de gestion. Ils se sont ainsi engagés dans la gestion d'un fuseau de mobilité. Et, ils recherchent actuellement les moyens de concrétiser la gestion de cet espace.

Abstract

The sector of the Marne ranging between St-Dizier and Vitry-the-François was the object of many installations, in particular the startup of the storage dam of Der-Chantecoq. These installations caused many disturbances of the natural dynamics of the river and caused major dysfunctions (incision of the bed...).

The new regulations, European Parent directive, Management and Master development plan of Water, brought new orientations of management of the rivers. And, reconsideration of the rivers within a hydrosystème in dynamic balance required the use of new management tools.

The Partners of the management of the Marne called themselves in question and sought new methods of management. They thus engaged in management of a spindle of mobility. And, they currently seek the means of concretizing the management of this space.

Liste des figures

	Page
Figure 1 : carte de localisation	6
Figure 2 : carte géologique	7
Figure 3 : carte du bassin versant de la Marne.....	8
Figure 4 : système racinaire d'Aulne perché.....	10
Figure 5 : engraissement de risberme et incision du lit dans le substratum	10
Figure 6 : séries de palplanches et lézarde sur le pont de Hauteville	11
Figure 7 : effondrement de terrain en pied de coteau.....	12
Figure 8 : localisation des zones d'érosion en pied de coteau.....	12
Figure 9 : divagation de méandre à proximité de gravières en eau	13
Figure 10 : encoche d'érosion sur l'amont du enrochement	14
Figure 11 : protection de berge en enrochement.....	14
Figure 12 : limite du fuseau de mobilité ne prenant pas en compte la présence d'une station de pompage.	21
Figure 13 : limite du fuseau de mobilité ne prenant pas en compte la présence d'un ancien bras à proximité d'un affluent, et la présence d'un seuil.....	21

Introduction

Les cours d'eau sont des systèmes en équilibre dynamique qui modifient leur morphologie en fonction des fluctuations de différentes variables de contrôle qui sont principalement les débits liquides et les débits solides. Cet ajustement naturel permet au cours d'eau d'adapter continuellement sa morphologie (pente, largeur, profondeur, sinuosité, ...) selon les fluctuations des variables de contrôle pour assurer le fonctionnement optimal de l'hydrosystème.

Cependant, la recherche continue de l'homme pour dominer son environnement et développer ses activités (agriculture, industrie, ...) n'a cessé de perturber cet équilibre dynamique. Au point d'engendrer des dysfonctionnements ayant parfois pour conséquences de remettre en cause ces propres activités (problèmes de qualité et de quantité d'eau, ...).

La prise de conscience de ces dysfonctionnements apporte de nouveaux concepts de gestion des cours. La gestion des rivières ne se fait plus dans la seule optique de l'hydraulique, qui par la chenalisation a cherché à fixer et à isoler les cours d'eau de leur vallée. On reconsidère le cours d'eau dans l'ensemble de son hydrosystème, en intégrant ses dimensions longitudinales, transversales et temporelles.

A travers l'exemple du Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Entretien de la Marne, nous essayerons de présenter ces changements.

Ainsi, après une présentation générale et plus précise du contexte local, un rappel de la gestion de la Marne présentera les raisons des nouvelles orientations de gestion, et les outils choisis pour les mettre en application.

I. Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Entretien de la Marne

I.1. Présentation générale :

I.1.a. Composition du Syndicat :

Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Entretien de la Marne est un syndicat de rivière qui s'étend sur près de 42 Km le long la Marne, depuis la limite départementale Marne / Haute-Marne jusque la ville de Vitry-le-François exclue. Il regroupe ainsi treize Communes riveraines de la Marne qui sont d'amont en aval : Ambrières, Sapignicourt, Hauteville, Ecollemont, Larzicourt, Arrigny, Isle-sur-Marne, Moncetz-l'Abbaye, Cloyes-sur-Marne, Norrois, Blaise-sous-Arzillières, Bignicourt-sur-Marne et Frignicourt.

La première trace d'un syndicat de rivière sur ce secteur remonte à 1935 avec la constitution du "Syndicat Intercommunal des Communes Riveraines de la Marne". Mais, c'est en 1964, dans le cadre du programme du barrage-réservoir du Der-Chantecoq, que le Syndicat, alors appelé "Syndicat de Défense de la Vallée de la Marne", a été remis en service par décision préfectorale.

I.1.b. Localisation du Syndicat :

Le Syndicat est situé dans la plaine du Perthois, qui se situe entre St-Dizier, Vitry-le-François et Bar-le-Duc.

Les conditions favorables offertes par le relief de plaines, de plateaux et de vallées, ont permis l'installation des grandes voies de communication entre Paris et l'Est, comme la Nationale 4 (ancienne "route de Paris"), les voies ferrées et les voies navigables, dont le Canal de la Marne au Rhin et celui de la Marne à la Saône.

Cet axe de communication a aussi permis le développement d'un ancien bassin industriel entre ces trois villes : le triangle d'or.

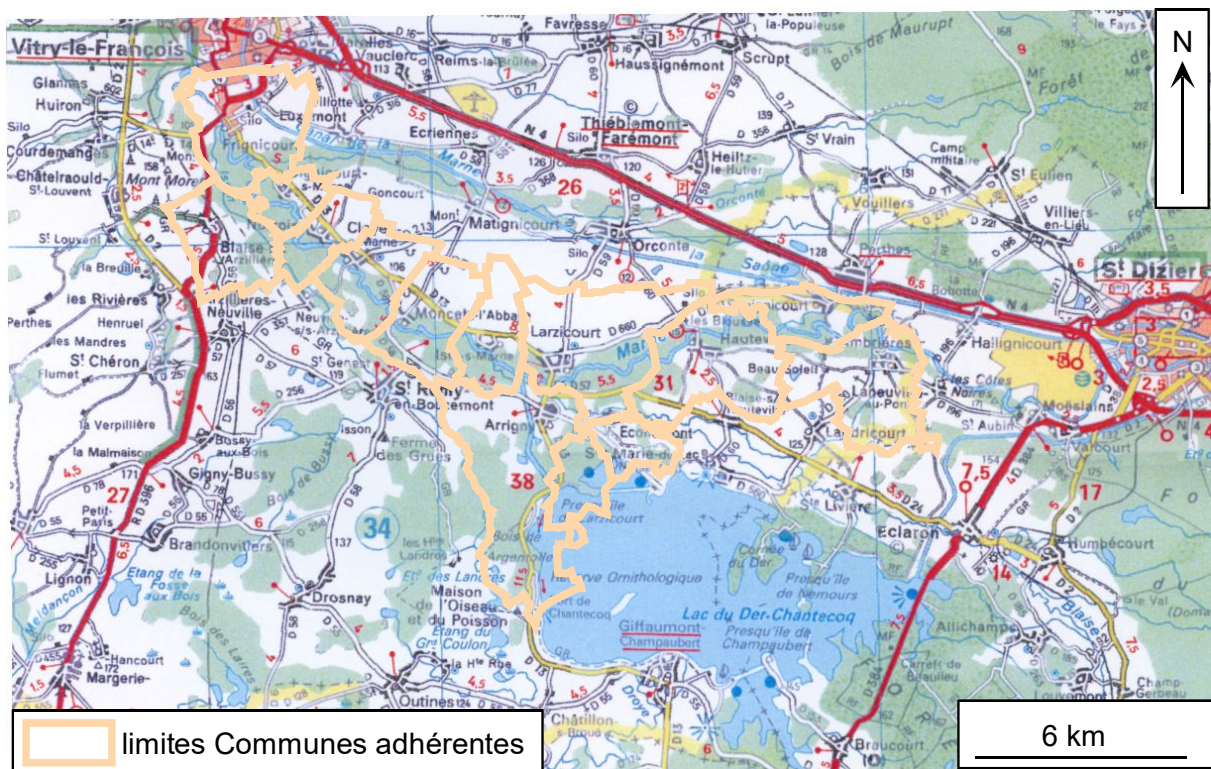


Figure 1 : carte de localisation.

I.1.c. Géologie de la région :

La plaine du Perthois est un ensemble géographique faisant partie de l'arc de la Champagne humide, à l'est du bassin Parisien entre la plaine de la Champagne crayeuse et le plateau Bourguignon.

Les terrains sont caractérisés par un vaste complexe alluvionnaire dont le dépôt est dû à deux phénomènes géologiques. D'une part, l'alternance de couches géologiques dures et perméables (calcaires de la Champagne crayeuse et du plateau Bourguignon) et de couches tendres imperméables (argiles de la Champagne humide) à l'origine de dépressions creusées par les cours d'eau, et d'autre part, la surrection des terrains cénomaniens de la Champagne crayeuse, qui ont rendu difficile le franchissement de la côte par les alluvions.

Cette formation alluvionnaire ancienne constitue le principal aquifère exploité, et elle subit une forte pression en exploitation de granulats.

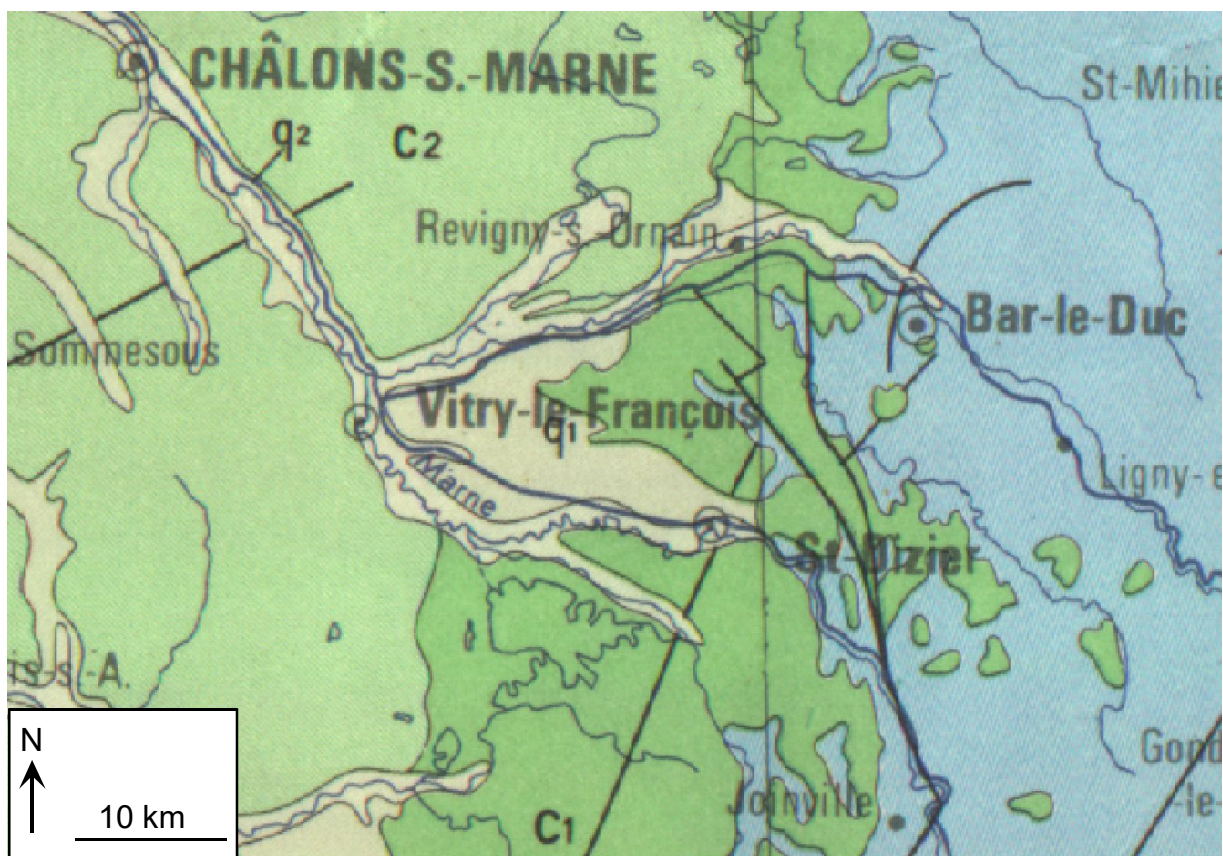


Figure 2 : carte géologique.

I.1.d. Présentation de la Marne :

La Marne est une rivière du bassin de la Seine. Elle prend sa source sur le plateau de Langres et se jette dans la Seine à Charenton, après avoir arrosé des villes comme Chaumont, Châlons-sur-Marne, Epernay, Château-Thierry.

Longue de 525 Km, elle draine un bassin versant de près de 12700 km². Et, son régime hydraulique est marqué par l'influence du barrage-réservoir du Der-Chantecoq.

Construit en 1974, cet ouvrage, qui est la plus grande retenue d'eau artificielle d'Europe avec 4800 ha, permet de stocker 350 millions de m³ et de réguler les débits de la Marne en contrôlant en amont de St-Dizier un bassin versant de 2900 Km². Ainsi, en période de crue le prélèvement permet d'écarter dès 150 m³/s, et en période d'étiage la restitution permet de soutenir jusqu'à 30 m³/s.

Au niveau du Syndicat, la Marne est un cours d'eau domanial rayé de la nomenclature des voies navigables, et elle est classée en deuxième catégorie piscicole.

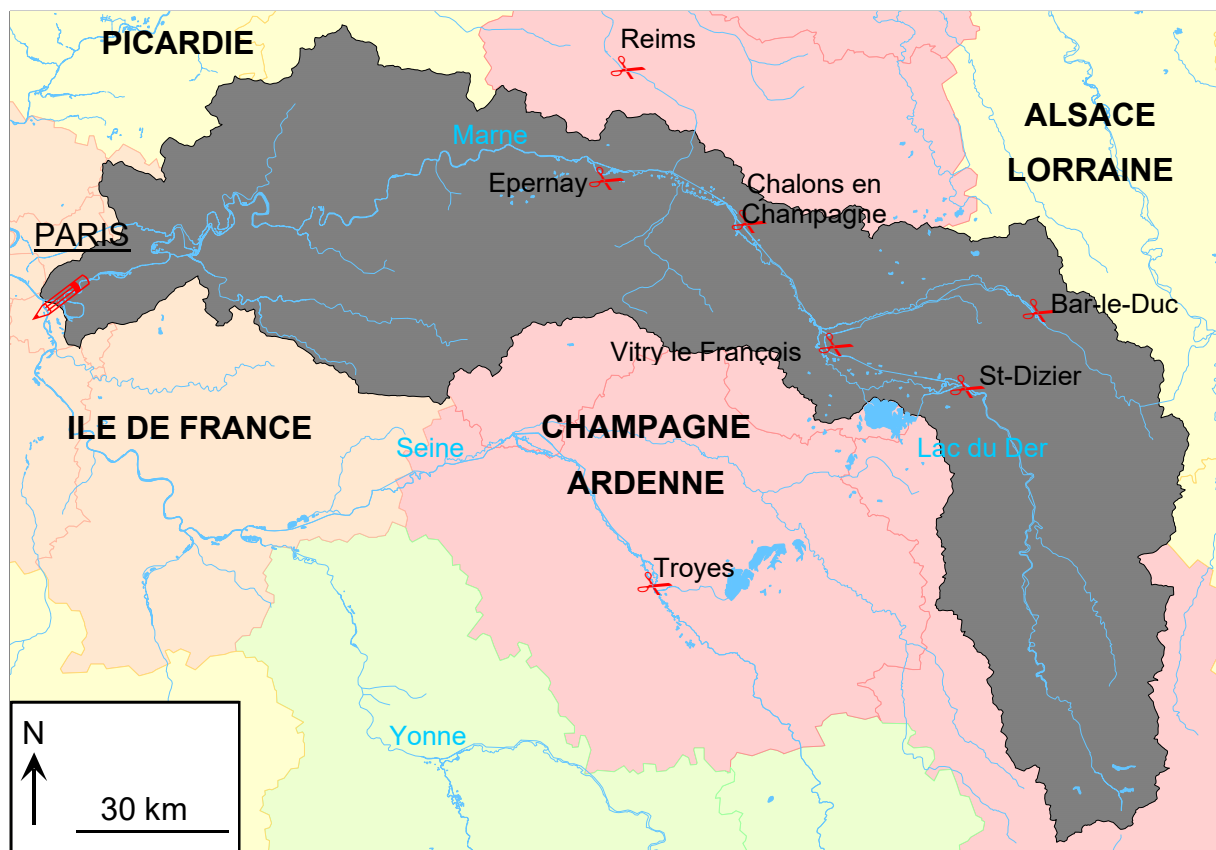


Figure 3 : Carte du bassin versant de la Marne.

I.2. Présentation du contexte local :

Outre plusieurs ouvrages hydrauliques (6 seuils au total) qui délimitent plusieurs biefs, le réseau hydrographique du Syndicat est principalement caractérisé par la restitution du barrage-réservoir au niveau de la Commune de Larzicourt, qui délimite deux tronçons avec des fonctionnements hydrauliques et des problématiques distinctes.

I.2.a. Le tronçon amont * :

En amont de la restitution, les prélèvements du Der court-circuitent un premier tronçon long de 18 Km, qui est caractérisé par des étiages longs et sévères. En période de remplissage (de novembre à juin), les prélèvements écrètent les crues exceptionnelles (au delà de 150 m³/s), et prolongent les étiages au-delà de la période estivale.

La modification des régimes de débits a perturbé la dynamique naturelle du cours d'eau et provoque plusieurs dysfonctionnements. Le principal étant l'enfoncement du lit mineur dans le substratum argileux, du aux phénomènes combinés d'érosion progressive et régressive, respectivement causés par le déficit de débit solide bloqué par les ouvrages en amont et par l'augmentation du débit liquide à la restitution.

Cet enfoncement du lit mineur s'est accompagné de phénomènes connexes :

- Des érosions de berges dues au sapement du pied de berge, facilité par les systèmes racinaires de la végétation rivulaire qui se sont retrouvés perchés et par les matériaux grossiers des terrains peu cohésifs et qui ne permettent pas un enracinement profond ;

** Sur le premier tronçon il existe un seuil-barrage (aménagé lors de la construction du canal de la Marne à la Saône dans les années 1870 pour permettre son alimentation en eau) dont le remous hydraulique délimite deux biefs très différents. Toutefois, les caractéristiques du premier biefs (chenal lentique, petit linéaire, faible dynamique,...) nous font communément prendre en considération le seul bief aval lorsque l'on parle du tronçon amont.*



Figure 4 : système racinaire d'Aulne perché.

- La diminution des événements de crues entrave la dynamique naturelle de régénération de la végétation dans le lit mineur, ce qui permet l'engraissement des risbermes et des atterrissements, et provoque un rétrécissement du lit mineur qui contribue encore à son incision ;



Figure 5 : engraissement de risberme et incision du lit dans le substratum.

- Certains ouvrages de franchissements ont été fragilisés par la déstabilisation de leurs fondations. Ainsi, à la fin des années 1980 le pont Communal de Sapignicourt s'est écroulé lors du passage d'un char pendant les grandes manœuvres de l'Armée. Et actuellement, le pont Communal de Hauteville est surveillé par le CETE de Nancy, car des extractions de granulats étaient

encore autorisées au début des années 1980 et après l'aménagement d'une série de palplanche, ce qui a rendu nécessaire l'aménagement d'une deuxième série ;



Figure 6 : séries de palplanches et lézarde sur le pont de Hauteville.

- L'enfoncement du lit a aussi provoqué l'abaissement de la nappe d'accompagnement, ce qui pose des problèmes de quantité d'eau. Certains terrains ont ainsi perdu de leur intérêt, mais surtout, la Commune de Larzicourt ne peut plus utiliser son propre captage et elle doit se raccorder à une commune voisine pour son alimentation en eau potable.

Sur ce tronçon, il existe aussi des phénomènes de divagations qui posent différents problèmes :

- Dans sa partie amont; la marne vient plusieurs fois s'écouler le long du coteau des "côtes noires", qui est une formation géologique argileuse entremêlée de couches grèveuses. Associées à la présence de nombreuses sources, cette formation est marquée par des glissements de terrains qui ne trouvent pas d'assise au pied du coteau du fait de l'enlèvement des matériaux par la Marne. Dans le passé, ces glissements ont menacé des bâtiments (l'Eglise d'Ambrières a du être déplacée dans les années 1920, et une grange d'Hauteville s'est écroulée dans les années 1970), et aujourd'hui encore ils menacent directement une ferme à Hauteville ;



Figure 7 : effondrement de terrain en pied de coteau.

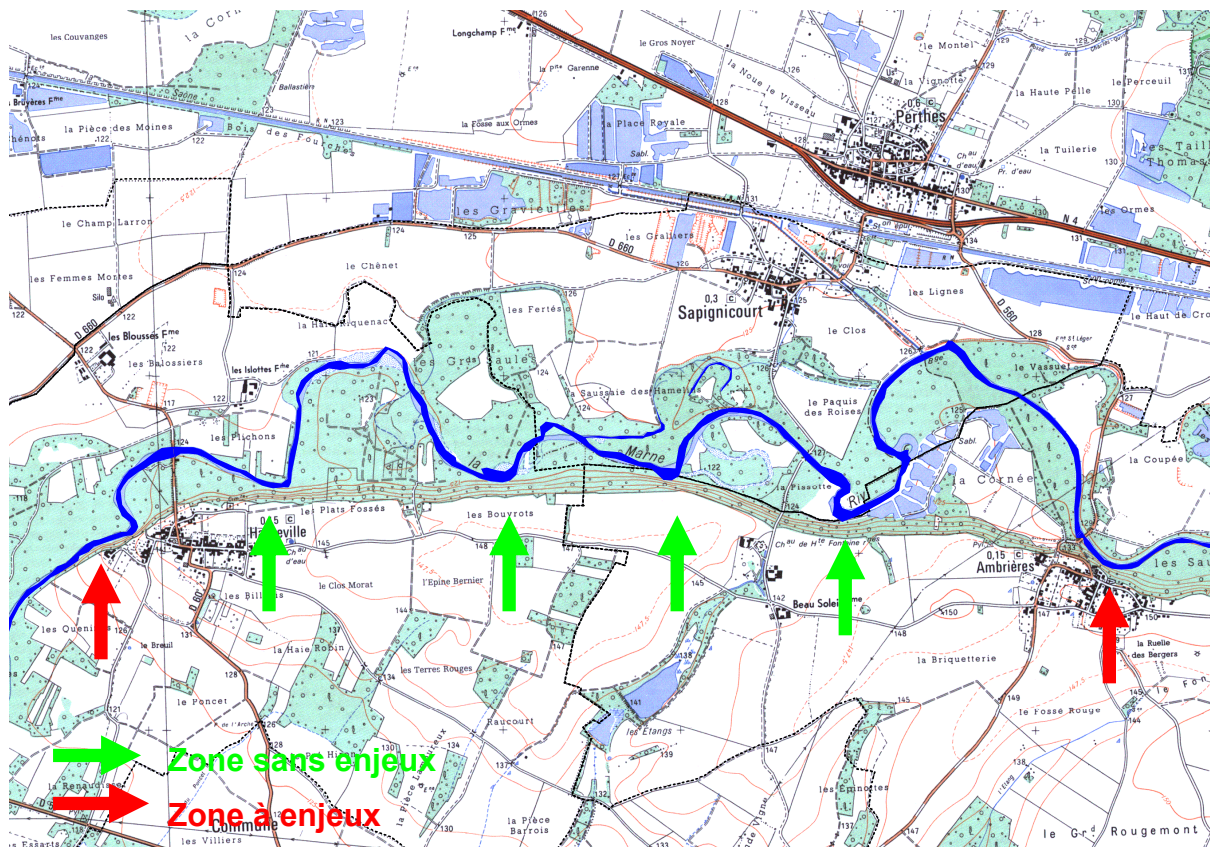


Figure 8 : localisation des zones d'érosion en pied de coteau.

- L'exploitation des granulats en lit majeur a laissé de nombreuses gravières aménagées en plans d'eau ou encore en exploitation. Leurs présences près du cours d'eau posent de sérieuses interrogations quant aux conséquences morphologiques d'une capture de la rivière par ces gravières.



Figure 9 : divagation de méandre à proximité de gravières en eau.

I.2.b. Le tronçon aval

En aval de la restitution, les lachures du Der déterminent un tronçon long de 24 Km, qui lui est marqué par des débits de restitutions lors de la période estivale (de juillet à septembre) qui effacent la période naturelle d'étiage (au maximum 55 m³/s, contre 5 m³/s naturellement).

La modification des régimes de débits sur ce secteur provoque plusieurs dysfonctionnements principalement dus aux débits élevés et prolongés des restitutions estivales :

- La période de restitution estivale entrave le développement de la végétation rivulaire, qui après la pousse de printemps ne peut pas profiter de la période naturelle d'étiage pour se développer ;
- Le manque de ripisylve en berge et en risberme, facilite les érosions de berge.



Figure 10 : encoche d'érosion sur l'amont du enrochement.

Ce secteur est aussi marqué par de lourds aménagements hydrauliques connexes à l'exploitation du barrage-réservoir (protections de berge en enrochement, levées de protection contre les inondations, seuils de stabilisation,...). Plus de 40% du linéaire de berge est enroché. Aujourd'hui peu mobile ce secteur est toujours actif, et de nombreuses érosions déstabilisent ces aménagements.



Figure 11 : protection de berge en enrochement.

II. La gestion de la Marne :

II.1. Rappel des aménagements réalisés :

II.1.a. L'aménagement du barrage-réservoir :

L'avènement du barrage-réservoir du Der-Chantecoq a nécessité la réalisation de lourds travaux d'aménagement.

Une première phase de ces travaux consistait au calibrage du cours d'eau pour assurer l'écoulement des débits restitués sans débordement. Ainsi, entre 1971 et 1974, la partie aval de la rivière a été chenalisée par curage, reprofilage, coupures de méandres, ..., et des digues ont été levées pour éviter des débordements jusqu'à 60 m³/s.

Ces premiers travaux qui ont transformé la rivière en un chenal trapézoïdale de 20 m de large à la base et de 2.30 m de profondeur, n'étaient pas suffisants pour garantir le bon écoulement des restitutions, et ils ont été complétés par une seconde phase de travaux.

Cette seconde phase de travaux s'est déroulée de 1976 à 1978. Elle avait pour but de protéger les nouvelles berges par des enrochements, car les vitesses d'écoulement étaient trop importantes pour les matériaux gréveux peu cohésifs (vitesses supérieures à 1.3 m/s pour une vitesse limite d'affouillement à 1 m/s), et que le reprofilage s'était fait en enlevant toute la végétation rivulaire, ainsi que les systèmes racinaires.

II.1.b. Les Aménagements hydrauliques :

Suite à ces travaux liés à la mise en service du Der, des aménagements hydrauliques ont encore été réalisés pour fixer le cours d'eau.

Dans les années 1980 on peut citer :

- Une série de trois seuils (seuils de Frignicourt, de Bignicourt aval et de Bignicourt amont) qui ont été réalisés pour stabiliser le profil en long, et qui portent à six le nombre total de seuils implantés sur le linéaire du Syndicat (dont 5 sur le tronçon aval) ;
- Le rehaussement des levées pour une protection jusqu'à 130 m³/s ;
- Les programmes de protection de berge par enrochement et végétalisation de risberme.

II.1.c. Travaux d'entretien :

Le Syndicat a instauré depuis 1992 un programme pluriannuel d'entretien pour assurer le suivi de ces travaux d'aménagement et de restauration.

Réalisés avec l'appui de la CATER 51 (Cellule d'Assistance Technique à l'Entretien des Rivières) qui assure la maîtrise d'œuvre, ces travaux ont pour objets :

- La gestion sélective de la végétation ;
- L'abattage préventif d'arbres dangereux ;
- Le débroussaillage ;
- La gestion sélective des embâcles ;
- La gestion des atterrissements ;
- L'élimination des rémanents.

La gestion de la ripisylve qui en résulte peut se comparer à une gestion de type "taillis sous futaie linéaire".

II.2. Constat :

Tous ces travaux ont conduit à de fortes modifications hydromorphologiques, qui ne sont pas sans conséquences.

La perturbation des régimes hydrauliques a activé des processus d'érosion régressive et latérale. Et, ces phénomènes ont des incidences directes et indirectes sur des enjeux majeurs (ouvrage de franchissement, alimentation en eau potable, ...).

De plus, elles ont aussi un coût. Ainsi, depuis la création du barrage réservoir du Der, les dépenses occasionnées par les travaux d'aménagement avoisinent les 4 millions d'euros en 25 ans.

II.3. Nouvelles orientations de gestion :

Forcés de constater la relative efficacité des actions entreprises, les partenaires de la gestion de la Marne (Syndicat, Agence de l'Eau Seine-Normandie, Entente Marne, Police de l'eau, ...) se sont interrogés sur leurs méthodes.

II.3.a. Le contexte réglementaire :

Ils ont été aidés en cela par l'évolution des concepts de gestion des cours d'eau, et des réglementations, notamment à travers le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et la Directive Cadre Européenne sur l'eau.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie, approuvé par l'arrêté n°96-1868 du 20 septembre 1996, définit certaines orientations dont celle de *"restaurer la fonctionnalité de la rivière et de ses annexes"* (orientation B2). Il mentionne ainsi que *"lorsque la rivière est maintenue fonctionnelle, qu'elle dispose d'un espace de liberté minimal nécessaire à la diversité des biotopes et à la dissipation de son énergie, que les berges sont protégées par une végétation naturelle, elle peut assurer au moindre coût les différents usages ... le principe général à respecter est celui de la libre divagation des rivières ... les*

organismes publics s'attacheront à ne subventionner que les travaux dont l'incidence sur le fonctionnement des milieux aquatiques est mineure."

La Directive Cadre Européenne sur l'eau n°2000/60/CE, approuvée par les instances Européennes le 23 octobre 2000, pose les principes d'une politique communautaire dans le domaine de l'eau parmi lesquels : *"d'établir un cadre pour la protection des eaux intérieures de surface, des eaux de transition, des eaux côtières et des eaux souterraines, qui prévienne toute dégradation supplémentaire, préserve et améliore l'état des écosystèmes aquatiques ainsi que, en ce qui concerne leurs besoins en eau, des écosystèmes terrestres et des zones humides dépendant directement des écosystèmes aquatiques"*.

II.3.b. Les études :

Toutefois, l'application de ces orientations n'est pas immédiate. Elle nécessite en effet une phase de réflexion pour l'adaptation d'actions concrètes sur le terrain.

Cette réflexion a commencé par le lancement d'une étude financée par l'Entente Marne et réalisée par le bureau ISL en 1997 : "Bilan et actualisation du schéma hydraulique de la Marne".

Les résultats de cette étude suivaient les orientations des nouvelles réglementations en préconisant le maintien de fuseaux de mobilité sur différents secteurs de la Marne et de ses affluents, dont le secteur compris entre St-Dizier et Vitry-le-François.

II.3.c. La volonté des acteurs locaux :

Conscient des dysfonctionnements et des désordres occasionnés par les actions jusqu'ici entreprises, le Syndicat a accepté avec ses partenaires de reconsidérer la gestion de la Marne.

Ainsi, le Syndicat, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et l'Entente Marne se sont investis dans des études pour permettre d'associer :

- La préservation des milieux naturels ;
- La cohabitation des intérêts écologiques et des usages socio-économiques ;
- La justification des dépenses publiques.

III. Le fuseau de mobilité et le plan de gestion :

Ces études ont pris la forme de deux études aux concepts complémentaires : le fuseau de mobilité et le plan de gestion.

III.1. Le fuseau de mobilité :

"L'étude du fuseau de mobilité de la Marne moyenne" a été financée par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et réalisée en 2001 par M. J.R. MALAVOI ingénieur conseil.

III.1.a. Rappels :

Le fuseau de mobilité, ou l'espace de liberté, peut être défini comme l'espace minimal à l'intérieur duquel la rivière peut se mouvoir pour permettre le fonctionnement optimal des écosystèmes fluviaux et d'assurer ses usages au moindre coût.

Cette mobilité doit limiter les dysfonctionnements en permettant au cours d'eau de retrouver une dynamique fluviale pour s'adapter aux fluctuations des variables de contrôle (débits liquides et débits solides). Cette dynamique passe par la réactivation des processus d'érosion-transport-sédimentation des matériaux alluvionnaires du lit mineur et des berges.

Ces processus ont pour effet de réactiver une dynamique écologique, qui régénère les milieux naturels et améliore leurs richesses écologiques, et qui assure à long terme les usages.

La détermination de l'espace de liberté s'est basée sur le guide technique de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse n°2 : "détermination de l'espace de liberté des cours d'eau". Elle comprend l'identification de trois enveloppes :

- L'espace de mobilité maximal, ou historique, qui correspond aux limites des terrains alluvionnaires modernes ou anciens, potentiellement mobilisables ;
- L'espace de mobilité fonctionnel, ou morphologique, qui correspond aux caractéristiques géomorphologiques et sédimentaires ;
- L'espace de mobilité minimal, qui correspond à l'espace de mobilité fonctionnel amputé des enjeux.

III.1.b. Résultats de l'étude :

L'étude a permis d'obtenir les frontières d'un espace de liberté, et des orientations de gestion pour cet espace.

Toutefois, ces résultats se sont parfois montrés insuffisants quant aux attentes des acteurs locaux et ont soulevé de nombreuses interrogations :

- Comment intégrer les limites obtenues en travaillant à l'échelle du 1/25000^{ème} au cas par cas sur le cadastre ;
- Comment justifier que certaines limites ne prennent pas en considération des noues, ou des seuils alors que des changements de lit ou des contournements pourraient avoir des conséquences notables (cf. figures 12 et 13) ;
- Quelle structure pourra prendre en charge la gestion économique, foncière, ..., de cet espace, alors que les compétences du Syndicat se limitent au lit mineur ;
- Comment évaluer les impacts de la divagation, et alors définir les zones à enjeux ;

Ces difficultés sont apparues en partie du fait d'une mauvaise communication entre le titulaire de l'étude et les commanditaires qui s'attendaient à des résultats plus opérationnels.

Et, elles ont des répercussions auprès du Public qui est resté perplexe face au projet, et envers les riverains qui ne voulaient pas remettre en cause la gestion actuelle au détriment de leurs propriétés.

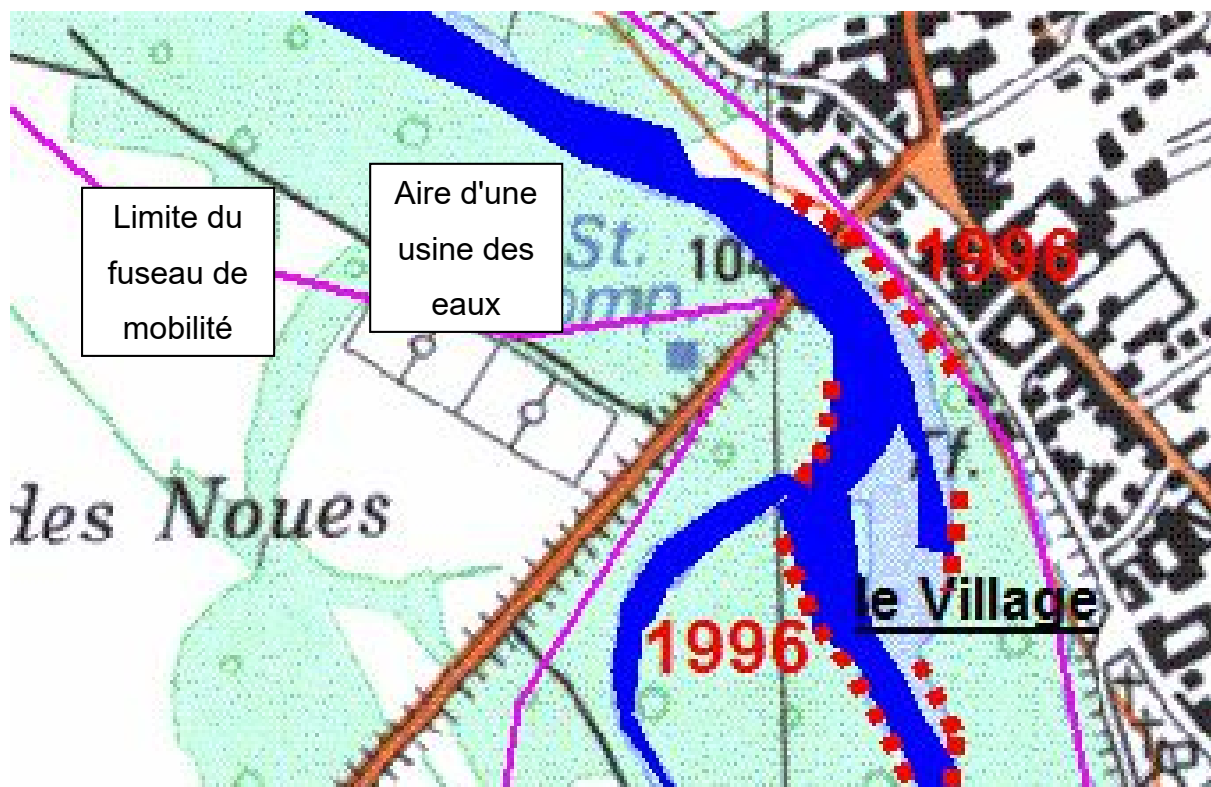


Figure 12 : limite du fuseau de mobilité ne prenant pas en compte la présence d'une station de pompage.

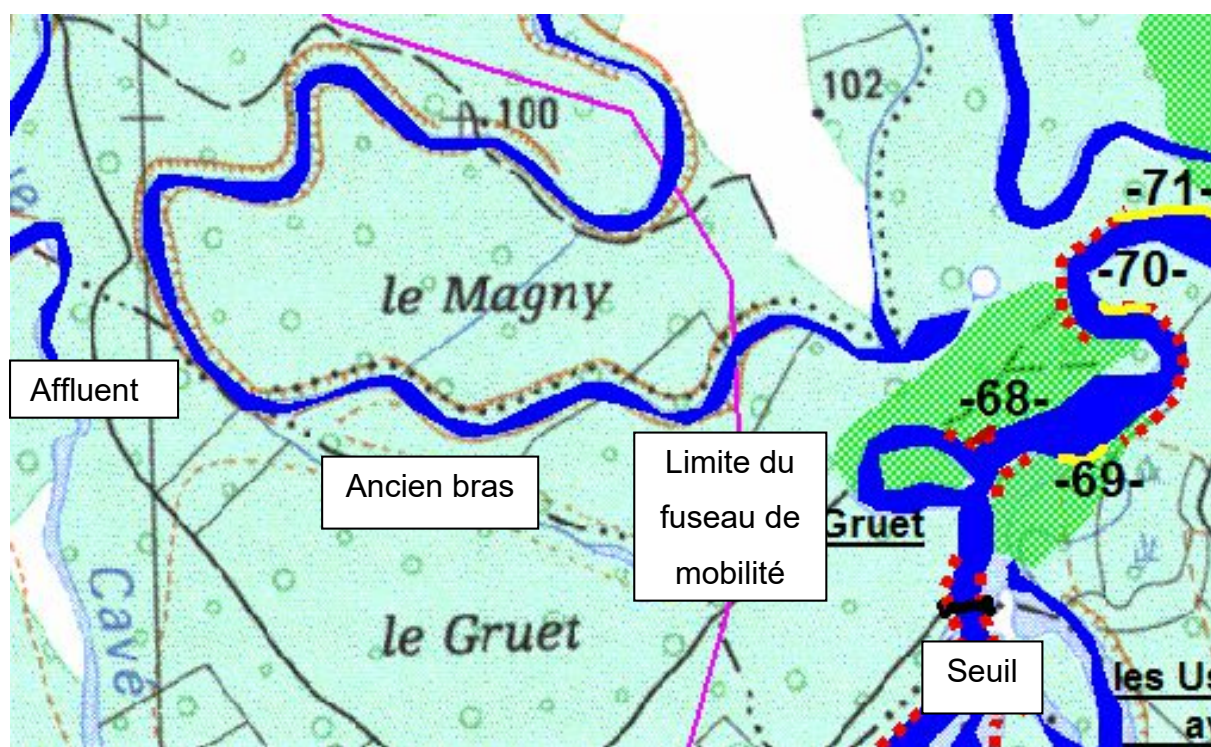


Figure 13 : limite du fuseau de mobilité ne prenant pas en compte la présence d'un ancien bras à proximité d'un affluent, et la présence d'un seuil.

III.2. Le plan de gestion :

Cette étude est financée par l'Entente Marne, et est actuellement en cours de réalisation par le bureau d'étude SOGREAH.

III.2.a. Objectifs :

Compte tenu de la complexité du projet, le Syndicat était confronté à de nombreuses interrogations tant techniques que juridiques et administratives.

Ainsi, l'avancement des études laissait apparaître la nécessité d'approfondir la réflexion. L'étude fuseau de mobilité jetait les bases d'un concept de gestion, mais malgré la définition d'orientations de gestion, la phase opérationnelle des préconisations nécessitait d'appréhender le territoire concerné de manière plus approfondie.

L'objectif du plan de gestion est donc, de proposer un programme d'intervention opérationnel intégrant les contraintes locales (physiques, sociales, économiques, environnementales), et répondant aux orientations des études du fuseau de mobilité.

L'étude se déroulera en trois phases :

- En phase 1, un état des lieux et un diagnostic auront pour but d'appréhender le territoire concerné de manière plus approfondie, afin de rendre opérationnelles les opérations de gestion du lit de la rivière en tenant compte des caractéristiques hydrauliques et géomorphologiques, des écosystèmes aquatiques et terrestres, des usages économiques et patrimoniaux du lit majeur, de la propriété foncière, des préoccupations locales ;
- En phase 2, des propositions de scénarios de gestion auront pour but d'identifier et de définir les interventions, ou non interventions à envisager en établissant une comparaison multicritères des enjeux (natures et importances, aspects techniques, financiers, fonciers, réglementaires,...) ;
- La phase 3 aura pour but de présenter un programme de gestion opérationnel, et de concevoir le tableau de bord du plan de gestion avec un programme d'action pluriannuel, une hiérarchisation et un chiffrage des actions.

III.2.b. Avancement :

Le lancement de l'étude a connu des problèmes qui ont entraîné des retards. Ainsi, initialement lancé en 2003, un premier appel d'offre est resté infructueux. En effet, sans réelle personne pour prendre en charge le suivi, le dossier, qui était passé entre différentes mains, ressemblait à une énumération de demandes parfois contradictoires et injustifiées.

Remanié début 2004 par le technicien du Syndicat avec l'appui des chargées de mission de l'Agence de l'eau et de l'Entente Marne, un nouveau dossier de consultation des entreprises est passé en appel d'offre en juin 2004. Et, c'est le bureau d'étude SOGREAH qui a été retenu pour réaliser l'étude.

La première phase a commencé en janvier 2005. Et, tout a été mis en œuvre pour réaliser au mieux cette étape. Ainsi, en amont du démarrage un gros travail de préparation a été effectué par le Syndicat pour :

- Informer tout les partenaires et les acteurs locaux des objectifs de l'étude et de son déroulement ;
- Recenser et réunir toutes les données connues ;
- Mobiliser les délégués du Syndicat pour qu'ils soient le relais d'une démarche participative au sein des Conseils Municipaux et auprès des administrés ;
- Répondre au mieux au besoin du bureau d'étude pour travailler sereinement.

L'accent a été mis sur la participation des acteurs, pour permettre une réelle adhésion au projet, et ne pas considérer le plan de gestion comme une "énième étude faite par des spécialistes qui ne sont jamais venus sur le terrain rencontrer les acteurs locaux". Pour cela, des réunions d'échanges entre le bureau d'étude et les acteurs locaux ont été organisées par le Syndicat. Et des questionnaires réalisés par le bureau d'étude ont été distribués pour toucher les personnes absentes de ces réunions.

Actuellement, le rapport de phase 1 est en cours de finition avant de passer devant les Comités de Pilotage et de Suivi pour validation.

Conclusion

En reconsidérant les actions entreprises jusqu'ici et les dysfonctionnements qu'elles ont occasionné, le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Entretien de la Marne et ses partenaires, Agence de l'Eau Seine-Normandie et Entente Marne, se sont engagés dans de nouvelles orientations de gestion des cours d'eau.

Répondant ainsi aux orientations des nouvelles réglementations de la Directive Cadre Européenne sur l'eau et du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eau, ils ont cherché de nouveaux outils de gestion qui ont pris la forme d'un espace de mobilité.

La gestion de ce nouvel espace n'est pas sans difficultés. La délimitation du fuseau de mobilité ne s'est pas faite sans mal, et elle laisse encore de nombreuses interrogations sur les méthodes à appliquer. Aussi, l'étude en cours doit permettre de répondre à toutes ses interrogations et solutionner les problèmes qui entravent l'application de ce nouveau concept de gestion.

Bibliographie

- Archives Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Entretien de la Marne, mémoires explicatifs des travaux.
- Commission géographique des Vallées de Marne, 26 février 2003, *Bassin de la Marne - Plan territorial d'actions prioritaires 2004-2006*.
- DRIRE Champagne-Ardenne, UNICEM Champagne-Ardenne, *Schéma directeur paysager du Perthois Sud-Marnais et Haut-Marnais*, 2001.
- ISL, 1997, *Bilan et actualisation du schéma hydraulique de la Marne*.
- Ledoux B., Crozet S., Larrouy-Castera X., 2000, *Guide juridique et pratique pour les interventions publiques sur terrains privés*.
- Malavoi J.R., 2001, *Etude du fuseau de mobilité sur la Marne moyenne*.
- Malavoi J.R., Bravard J.P., Piégay H., Hérrouin E., Ramez P., 1998 : *Guide technique SDAGE n°2 : Méthode de délimitation de l'espace de liberté des cours d'eau*. AGENCE DE L'EAU RMC.
- Ministère de l'Ecologie et du développement durable, 2003, *La Directive Cadre Européenne sur l'Eau - une nouvelle ambition pour la politique de l'eau*
- *Schéma Départemental de Vocation Piscicole de la Marne* (2000).
- *Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine Normandie*, 1996.
- SOGREAH, 2005, *étude pour la réalisation d'un programme d'intervention sur le lit majeur de la Marne, phase 1*.

Annexes

- Agence de l'Eau Seine-Normandie, Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Entretien de la Marne, Plaquette informative : *Pour une nouvelle approche de la gestion du lit majeur, un fuseau de mobilité pour la Marne*, 6p.
- Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, plaquette informative : *L'espace de liberté des cours d'eau*, 4p.

